



Confédération des Jeunes Chercheurs

<http://cjc.jeunes-chercheurs.org/>

<http://www.andes.asso.fr/>



Association Nationale des Docteurs ès-Sciences

Paris, le 11 mars 2004 – Communiqué de presse

Les démissions du 9 mars 2004 doivent servir de tremplin pour notre recherche

La situation est inédite : ce mardi 9 mars, plus de 2 000 directeurs d'unités et chefs d'équipes ont signé leur lettre de démission ! Cette action sans précédent dans l'histoire de la recherche et son ampleur exceptionnelle, soulignent la détermination mais aussi le désarroi des chercheurs que le gouvernement refuse d'entendre depuis des semaines.

Le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, pourtant alerté depuis plus de deux mois par une mobilisation de très grande envergure (aujourd'hui près de 70 000 signatures de chercheurs et techniciens de la recherche et 185 000 citoyens), se contente encore de promesses dont l'incohérence révèle un positionnement plus idéologique que politique.

En effet, pourquoi le gouvernement refuse-t-il de rétablir les 550 postes de chercheurs permanents supprimés, le tout pour un coût dérisoire (22 millions d'euros), alors qu'il se déclare prêt à engager 3 milliards d'euros sur les trois prochaines années ?

Ses tentatives répétées cherchant à attribuer une couleur politique au mouvement des chercheurs, ne visent qu'à détourner l'attention du grand public vers de faux débats. Elles illustrent l'hermétisme de cette équipe à tout dialogue réellement constructif.

La **Confédération des Jeunes Chercheurs (CJC)** et l'**Association Nationale des Docteurs ès Sciences (ANDÈS)** ne peuvent qu'approuver pleinement, dans ces conditions, la décision des directeurs de laboratoire d'aller jusqu'au bout de leur engagement. C'est une condition nécessaire à la poursuite et à la cohérence de la mobilisation qui continuera à s'amplifier tant que le gouvernement refusera d'admettre la nécessité des mesures d'urgence demandées par la communauté scientifique.

Cette mobilisation accompagnera le lancement des États Généraux de la Recherche. Le comité d'organisation nommé mardi dans le cadre de la médiation menée par les professeurs Beaulieu et Brézin, devra s'assurer que le processus de consultation soit mené en toute indépendance, dans des délais réalistes, et de façon aussi large que possible, afin que le plus grand nombre d'acteurs puisse contribuer à cette occasion unique de réformer en profondeur le fonctionnement de la recherche française.

L'ANDÈS appelle la collectivité des docteurs tant dans le milieu académique que celui de l'entreprise, à participer activement afin que le doctorat soit, de nouveau, reconnu à sa juste valeur.

Par ailleurs, la CJC souhaite étendre la place qui est donnée aux jeunes chercheurs non permanents au sein du comité d'organisation des États généraux (2 représentants sur 26) ainsi qu'aux personnels ITA. Il est primordial de prendre en considération tous les parcours des jeunes chercheurs : jeunes docteurs non permanents, expatriés... C'est d'abord leur avenir qui sera conditionné par les conclusions des États Généraux.

À ce titre, la CJC encourage tous les jeunes chercheurs à s'impliquer activement dans les travaux locaux et nationaux qui commencent. Les nombreuses associations de jeunes chercheurs existantes au niveau local pourront être des structures idéales pour coordonner les initiatives. Les réflexions ne partent pas du néant: celles menées depuis 8 ans par la CJC sont à la disposition de tous et offriront une base de travail importante pour tous les jeunes chercheurs.